



**PRÉFET
DU DOUBS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté et des libertés
Bureau de la réglementation générale et des élections**

ARRÊTÉ n° 25-2024-04-26-0002 du 26 AVR. 2024

**instituant une commission locale de contrôle de la propagande à l'occasion de l'élection
des représentants au Parlement européen du 9 juin 2024**

Le Préfet du Doubs
Chevalier de l'ordre national du mérite

VU la loi n°77-729 du 7 juillet 1977 et notamment son article 17;

VU le code électoral et notamment son article R32 ;

VU le décret n°2024-226 du 12 mars 2024 portant convocation des électeurs pour l'élection des représentants au Parlement européen;

VU l'ordonnance du 15 avril 2024 la présidente de la cour d'appel de Besançon portant désignation des magistrats chargés de présider la commission locale de contrôle;

VU la proposition de l'opérateur LA POSTE concernant la désignation de ses représentants au sein de cette commission ;

VU le décret du 12 janvier 2024 portant nomination du préfet du Doubs, M. Rémi BASTILLE ;

VU l'arrêté n° 25-2024-03-25-00001 du 25 mars 2024 portant délégation de signature à Mme Nathalie VALLEIX, Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs

- A R R E T E -

Article 1^{er} : Une commission locale de contrôle de la propagande est instituée dans le département du Doubs à l'occasion de l'élection des représentants du Parlement européen.

Article 2 : La composition de la commission est fixée comme suit :

- Président titulaire : Monsieur Alain TROILO, président du Tribunal Judiciaire de Besançon
- Présidente suppléante : Madame Emeline COMTE, vice-présidente au Tribunal Judiciaire de Besançon

- Membres désignés par le Préfet : - Titulaire : Monsieur Guy FISCHER
- Suppléante : Madame Lucie OUDOT

- Membres agissant en qualité de représentants de LA POSTE, opérateur chargé de la distribution de la propagande et des bulletins de vote : - Titulaire : Monsieur Sébastien LAMBERT
- Suppléant : Monsieur Olivier TOURLET

Le secrétariat est assuré par un fonctionnaire de la préfecture.

Article 3 : Chaque candidat peut désigner un représentant pour participer aux travaux de la commission locale de contrôle avec voix consultative.

Article 4 : Le siège de la commission locale de contrôle est fixé à la préfecture du Doubs.

Article 5 : La commission est chargée des opérations suivantes prescrites par l'article R 34 du code électoral :

- 1/ faire procéder au libellé des enveloppes à envoyer aux électeurs ;
- 2/ expédier les déclarations et bulletins à tous les électeurs, au plus tard le mercredi 5 juin 2024 ;
- 3/ expédier dans chaque mairie du département, au plus tard le mercredi 5 juin 2024, les bulletins de vote de chaque candidat en nombre au moins égal à celui des électeurs inscrits.

Article 6 : Les candidats devront remettre à la commission locale de contrôle, au plus tard le lundi 27 mai à 18h, les déclarations destinées aux électeurs.

Passé ce délai, la commission n'est plus tenue d'assurer l'envoi des documents.

Le lieu de livraison des documents est le suivant :

3MAGroup, 9 rue Docteur Manfred Behr, 68250 ROUFFACH, du lundi au vendredi de 8h à 18h

Article 7 : Les membres de la commission prévue aux alinéas précédents peuvent demander à participer aux travaux de la commission par voie de visioconférence ou de télécommunication dans les conditions permettant l'identification et la participation effective de ses membres. Dans ce cas le secrétariat de la commission en informe ses membres ainsi que le candidat ou son représentant, et leur fournit l'ensemble des informations nécessaires pour y participer.

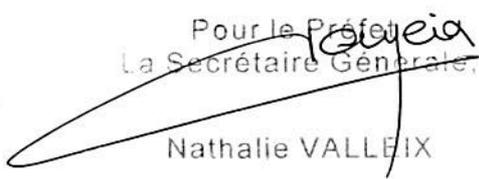
Article 8 : La Secrétaire Générale de la préfecture du Doubs et le président de la commission locale de contrôle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux membres de la commission.

Article 9 : Voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Le Préfet,

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale,


Nathalie VALLEIX